



SOCIÉTÉ DE  
**CRIMINOLOGIE  
DU QUÉBEC**

*Au carrefour  
de la justice pénale*

**Rapport Annuel  
2021-2022**

# Mot de la présidente

Chers membres, chers partenaires, chers lecteurs,

L'année 2020-2021 aura été particulièrement active et dynamique. L'équipe à la direction de la Société de criminologie du Québec, composée de Madame Hélène Simon Directrice générale et de Madame Jocelyne Rancourt adjointe à la direction générale, soutenue par un Conseil d'administration impliqué et présent, s'est démenée pour continuer et parachever la restructuration de notre organisation.

Aujourd'hui, je suis particulièrement heureuse de vous faire parvenir un bilan plus que positif.

Pour les médias sociaux d'une part. Notre nouveau site web est non seulement fonctionnel, mais encore beau, lumineux, coloré, et facile d'accès. Déjà bien rempli, il va au cours des prochaines semaines et mois se remplir encore davantage pour devenir une ressource et une référence incontournable pour nos membres. En outre notre site facebook est toujours très suivi et nous avons trouvé notre image.

Pour nos activités d'autre part. Nous avons inauguré cette année une nouvelle activité intitulée "journée avec les experts" visant à réunir les acteurs du système de justice et de la société civile pour réfléchir et débattre des différentes mobilisations et innovations faisant suite au dépôt de rapports d'experts. Avec un panel de présentatrices passionnantes, dont notamment l'honorable Juge en chef de la cour du Québec, Mme Lucie Rondeau et l'honorable Juge Elizabeth Corte, ainsi qu'un public de plus de 110 personnes, notre 1ère journée organisée conjointement avec le Centre de recherche en droit public a été un franc succès!

Pour nos partenariats enfin. De nombreuses démarches en vue de la mise en place d'ententes formelles de collaboration avec différents milieux universitaires ont eu lieu cette année et ont porté fruits, démultipliant nos projets d'activités et notre visibilité. Différents départements universitaires et des groupes de recherche comme des regroupements de professionnels ont répondu à l'appel et d'autres ententes sont en cours! Dans ce cadre, je suis très heureuse de vous informer également que le Ministère de la sécurité publique et le Ministère de la Justice du Québec sont nos partenaires financiers pour l'année à venir.

Notre mission prend de plus en plus son sens et j'en suis fière.

En vous remerciant tous pour votre fidélité, encore une fois je vous donne rendez-vous lors d'un de nos prochains événements.

  
Marion Vacheret, présidente

## Financements

L'année 2020-2021 a été la dernière année du financement de soutien triennal du **Ministère de la Sécurité publique du Québec**. Des démarches ont donc été entreprises pour élaborer et soumettre une nouvelle demande de renouvellement de ce financement. Pour la première fois, une demande de financement sur une base triennale a également été acheminée au **Ministère de la Justice du Québec**.

**Les deux Ministères ont répondu favorablement à nos demandes.  
Nous les en remercions!**

Sécurité publique  
Québec 

Justice  
Québec 



# Présentation de la Société de criminologie du Québec

**La Société de criminologie du Québec est un organisme à but non lucratif, fondé en 1960, qui mobilise des organismes et des personnes concernées par des questions criminologiques et de justice pénale. Elle est un réseau d'échanges interdisciplinaires issu de la recherche scientifique, de la pratique professionnelle et de l'action citoyenne.**

## Mission

La Société de criminologie du Québec a pour mission de contribuer à l'évolution du système de justice pénale, à l'amélioration des pratiques de prévention, d'intervention et de gestion et au développement d'approches concertées.

## Vision

La Société de criminologie du Québec occupe une place centrale dans le partage de connaissances entre les acteurs du système de justice pénale.

## Objectifs

- Susciter les échanges et les débats sur des enjeux relatifs à la criminologie et la justice,
- Vulgariser et diffuser des connaissances issues de la recherche et de la pratique,
- Mettre en valeur les bonnes pratiques et les initiatives novatrices,
- Encourager la recherche,
- Contribuer à des actions citoyennes et des approches concertées.

## Valeurs

- Respect : la Société de criminologie respecte la diversité d'opinion,
- Sens critique : la Société de criminologie porte un regard analytique et critique du système de justice pénale, ses rouages et son fonctionnement,
- Rigueur intellectuelle : la Société de criminologie s'appuie sur des études scientifiquement reconnues,
- Implication : la Société de criminologie prend ses racines dans les actions de ses membres et partenaires,
- Justice : la Société de criminologie croit en une justice pour tous, équitable, accessible et humaine

## Moyens d'action

La richesse de la Société de criminologie du Québec réside en partie dans la variété et la multiplicité de ses moyens d'action :

- Mettre en place des plates-formes (congrès, activités de réseautage, journées d'études...) permettant aux praticiens et aux gestionnaires d'échanger sur leur expérience et leur pratique quotidienne dans le double but du perfectionnement mutuel et de la mise en commun des connaissances et des problématiques,
- Développer des outils de diffusion qui permettent notamment aux praticiens et aux gestionnaires de prendre connaissance des changements intervenus aux législations et politiques pénales,
- Reconnaître l'expertise par l'octroi de prix d'excellence à la recherche et à l'intervention,
- Organiser des débats publics permettant la mise en valeur des avancées ou des enjeux de la justice pénale,
- Entreprendre des consultations auprès des experts, des chercheurs, des praticiens, des gestionnaires et des membres de la Société de criminologie du Québec pour être à même d'établir une position sur les réformes à envisager,
- Faire valoir les points de vue des milieux auprès des autorités législatives ou décisionnelles compétentes. Ceci peut prendre la forme de mémoires, représentations, conférences de presse, articles et autres moyens de communication



*Les locaux de la Société de criminologie se trouvent au  
7333 rue Saint Denis, Montréal Qc, H2R 2A5*



# Composition de la Société de criminologie du Québec

## Le conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé d'administrateurs et d'administratrices bénévoles qui représentent les divers milieux du système de justice pénale québécois. En 2021-2022 les administrateurs se sont réunis à 10 reprises

### Présidente

Mme **Marion Vacheret**, professeure à l'École de criminologie, chercheure au Centre de Recherche en Droit public, Université de Montréal.

### Vice-président-e

Mme **Jocelyne Rancourt**, retraitée, procureure en chef adjointe aux poursuites criminelles et pénales, bureau de Laval, DPCP (*jusqu'au 1er sept. 2021*).

M. **Gilles Trudeau**, secrétaire corporatif, Centre communautaire juridique de Montréal (*depuis le 1er sept. 2021*).

### Secrétaire-trésorière

Mme **Thérèse Boucher**, coordonnatrice jeunes contrevenants, Direction adjointe programme jeunesse-réadaptation adolescents et jeunes contrevenants, CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal.

### Administrateurs et administratrices

M. **Daniel Bellemare**, directeur général, Centre résidentiel communautaire Maison Radisson (*jusqu'en mars 2022*). Remplacé par Mme Anne-Ophélie Robillard.

Mme **Sandrine Béliveau**, Directrice principale de la modernisation et de la performance correctionnelle, ministère de la sécurité publique du Québec.

M. **Jean-François Bernier**, président de la Commission québécoise des libérations conditionnelles

M. **François Bleau**, directeur adjoint, Service de police de la Ville de Saint-Eustache.

Mme **Arlène Gaudreault**, présidente de l'Association Québécoise Plaidoyer-Victimes.

Mme **Amélie Marcheterre**, directrice générale adjointe, Direction générale adjointe aux programmes, au conseil et à l'administration, DGSC, MSP (*jusqu'en février 2021*). Remplacée par Mme Sandrine Béliveau.

Mme **Nancy Poirier**, Directrice régionale des services de santé, Service correctionnel du Canada.

Mme **Hélène Simon**, Gestionnaire retraitée, ministère de la Sécurité publique du Québec, représentante de la communauté (*jusqu'au 1er sept. 2021*).

M. **Gilles Trudeau**, secrétaire corporatif, Centre communautaire juridique de Montréal (*jusqu'au 1er sept. 2021 et vice-président depuis*).

Mme **Anne-Ophélie Robillard**, coordonnatrice, Association des services de réhabilitation sociale du Québec.

## L'équipe exécutive

**Directrice générale** de novembre 2020 au 31 août 2021 :

**Mme Pascale Mauchamp Neuman**

**Directrice générale** depuis le 1er sept. 2021

**Mme Hélène Simon**

**Adjointe à la directrice générale** (depuis 1er sept. 2021):

**Mme Jocelyne Rancourt**

**Assistant : M. Mavrick Langlois**



# Composition de la Société de criminologie du Québec

## Le conseil consultatif

Le conseil consultatif se compose de représentants d'organisation choisis en raison de leurs connaissances, expériences et compétences dans un domaine relié à la justice pénale. Il a notamment pour mandat de conseiller sur les orientations, les prises de position et suggérer les thèmes du congrès biennal.

En vue de la rencontre prévue en avril 2022, la composition du conseil consultatif a été revue et complétée. En plus, des organisations habituelles, la Société de criminologie accueille maintenant différents milieux communautaires venant en aide notamment aux populations immigrantes ou issues de minorités culturelles et d'organisations représentant les nombreuses communautés autochtones du Québec.

### Composition

#### Milieu de la Justice

Magistrature, Cour du Québec Chambre de la jeunesse Laval-Laurentides-Lanaudière-Labelle et Chambre criminelle et pénale; Ministère de la Justice du Québec-Direction de l'aide aux victimes et des mesures d'accessibilité - Direction des poursuites criminelles et pénales; Ministère de la Justice du Canada- Service des poursuites pénales du Canada et Centre de politique pour les victimes ; Association québécoise des avocats de la défense; Association des avocats de la défense de Montréal; Centre de services de justice réparatrice; Regroupement des organismes de justice alternative du Québec.

#### Milieu de la sécurité publique et des services correctionnels

Ministère de la Sécurité publique (MSP)-Direction générale des services correctionnels - Direction des programmes, Réseau correctionnel de Montréal - Direction des affaires policières; Commission des libérations conditionnelles du Québec; Service correctionnel du Canada - région du Québec ; Commission des libérations conditionnelles du Canada; Sécurité publique Canada - Secteur de la sécurité communautaire et de la réduction du crime

#### Milieu policier

Sûreté du Québec; Association des directeurs de police du Québec; Service de police de la Ville de Montréal; Services de police de la ville de Longueuil; Régie intermunicipale de police Thérèse-De-Blainville; École nationale de police du Québec ; Gendarmerie royale du Canada

#### Milieu universitaire / recherche

Centre international de criminologie comparée; Centre de recherche en droit public; Université d'Ottawa Université du Québec en Outaouais; Université du Québec à Trois-Rivières; Université Laval; Université de Montréal; Université de Sherbrooke; Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison.

#### Santé et services sociaux

CIUSSS de l'Ouest de Montréal ; Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval, Centre Jeunesse de Laval; Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux - Programme jeunesse – réadaptation adolescents et jeunes contrevenants; Direction de la protection de la jeunesse; Urgence psychosociale-Justice, CIUSS Centre-Sud de l'Île de Montréal ; Centre de réadaptation en dépendance de Montréal- Institut universitaire; Équipe Rivière des Prairies.

#### Milieu communautaire

Association des services de réhabilitation sociale du Québec; CRC Maison St-Léonard ; Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (PECH), Société Élisabeth Fry du Québec; Table de quartier de Montréal-Nord ; Maison Internationale de la Rive-Sud; Réseau Solidarité Itinérance du Québec; Regroupement des auberges du cœur du Québec; Services parajudiciaires autochtones du Québec ; Regroupement des centres d'amitiés autochtone du Québec; Commission santé et services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador.

#### Autres

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada ; Ordre professionnel des criminologues du Québec



# Composition de la Société de criminologie du Québec

## Les partenaires et collaborateurs

### Les ententes de partenariat

Afin de diversifier ses activités et de formaliser ses ententes de collaboration, La Société de criminologie a débuté des démarches afin notamment d'offrir des activités dans le réseau universitaire et d'assurer une présence dans plusieurs régions.

Ces milieux sont :

**L'Université de Montréal** (UdeM) (École de criminologie, Faculté de droit, École de psychoéducation, École de service social);

**L'Université Laval à Québec** (UL) (Département de service social et de criminologie);

**L'Université du Québec en Outaouais** (UQO) (Département de psychologie et de psychoéducation);

**L'Université de Sherbrooke** (Faculté de droit).

**Le programme de recherche en partenariat (RE)SO 16-35.** Co-dirigé par Mme Natacha Brunelle (directrice scientifique), Professeure à l'Université du Québec à Trois Rivières et M. Daniel Dellemare (directeur communautaire).

Il est également prévu de formaliser nos ententes avec **la Chaire de recherche en réinsertion sociale** et **la Chaire de recherche UNESCO sur l'éducation en prison.**

Parallèlement, en plus du réseau universitaire, la Société de criminologie travaille au développement de partenariats avec des organisations professionnelles afin notamment d'améliorer la diffusion de nos activités, d'inclure une participation à notre Infolettre, et de développer la reconnaissance de nos activités comme formation continue. Des démarches ont été entreprises auprès de **l'Ordre professionnel des criminologues du Québec** (OPCQ), de **l'Association des directeurs de police du Québec** (ADPQ) et de **l'Association des avocats de la défense de Montréal** (AADM).

### Activités découlant de ces partenariats

Au cours de l'année, nous avons poursuivi notre collaboration avec la **Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison** dans son projet de recherche « Sens et effets de l'éducation en prison : la perspective des apprenants détenus ». Ce projet consiste à comprendre le sens et les effets de la participation à des programmes de formation (formelles et non formelles) du point de vue des apprenants détenus. Entre 30 et 40 entretiens qualitatifs avec des détenus sont en cours de réalisation dans 5 établissements de détention du Québec. La Société de criminologie a participé à des réunions avec le comité des partenaires pour suivre l'évolution de la première phase d'entretiens préparatoires aux entrevues sur le terrain et échanger sur certains aspects méthodologiques.

Depuis septembre 2021, la Société de criminologie du Québec est un fier partenaire du **programme de recherche en partenariat (RE)SO 16-35** : saisir et soutenir les processus de (ré)intégration sociocommunautaire chez les jeunes judiciairisés de 16 à 35 ans. Les activités comme la programmation mises en place par le programme RÉ(SO) 16-35, notamment tant celles qui s'intéressent aux trajectoires de désistement que celles qui se penchent sur les liens de collaboration entre les acteurs, sont au cœur d'une réflexion essentielle sur les enjeux entourant la judiciarisation des jeunes et sur les mesures pouvant être prises pour favoriser leur réintégration sociale.

La Société de criminologie du Québec collabore également avec la **Chaire de recherche en réinsertion sociale des personnes contrevenantes du Québec** qui vise à développer la recherche sur la question de la réinsertion sociale autour de trois grands axes et niveaux d'analyse : les politiques, les pratiques et les expériences pénales.



# Les activités de la Société de criminologie du Québec

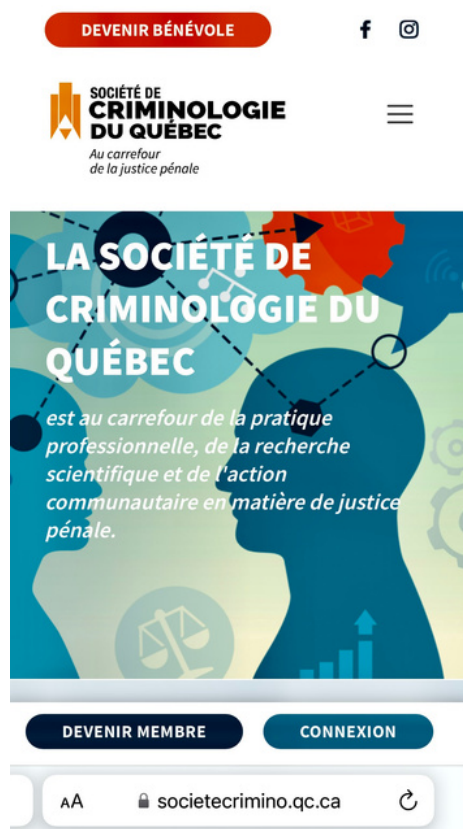
## Travaux du conseil d'administration et de la direction générale

Lors de ses réunions le conseil d'administration a travaillé sur différents thèmes dont notamment une restructuration de la SCQ. La Société de criminologie du Québec a ainsi utilisé la période de la pandémie pour revoir ses modalités de fonctionnement. Un travail conjoint entre l'équipe de direction et les membres du conseil d'administration a conduit à plusieurs réflexions et à des décisions visant à revoir et à bonifier nos procédures.

Parmi les sujets analysés, mentionnons :

- Le conseil d'administration : sa composition, guide du membre du CA, mise en place de comités internes : ressources humaines, financement et communications
- Le conseil consultatif : sa composition et ses rôles
- Les activités : Congrès biennal, Journée avec les experts, Rendez-vous de la Société de criminologie, Activités sur mesure, Quand la recherche rejoint la pratique
- La révision des règlements généraux
- Les communications : travaux de mise en place d'un nouveau site web, paramètres d'une Infolettre
- Le partenariat : formalisation des ententes de collaboration
- La recherche de financements

**Les travaux amorcés vont se poursuivre l'an prochain.**



## Notre site web fait peau neuve

Voici une belle et grande nouvelle qui fait suite à plusieurs mois de travail afin de nous permettre de bien vous présenter notre organisation. Après 60 ans, un petit rajeunissement actualise l'image de la Société de criminologie du Québec. Cet outil de communication vous offre une meilleure expérience de navigation ainsi que des outils pratiques pour l'inscription des membres et des bénévoles. Vous pouvez également vous inscrire à nos activités facilement et bénéficier du paiement par carte de crédit. Ce nouveau site facilite également la réception de vos besoins de formation sur mesure. D'autres fonctionnalités seront ajoutées au cours des prochains mois.

# Les activités de la Société de criminologie du Québec

## Journée avec les experts

du 11 novembre 2021

### Rebâtir la confiance " les suites du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.

Activité découlant de l'une des thématiques retenue par le Conseil consultatif soit la mobilisation à la suite des dépôts de commissions, de rapports gouvernementaux Elle a été organisée en partenariat avec le Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal.

La matinée a été consacrée à une conférence par l'honorable **Juge Elizabeth Corte** et **Mme Julie Desrosiers** professeure titulaire à la faculté de droit de l'Université Laval, co-présidentes de la commission d'experts. Elles ont parlé des défis et enjeux soulevés par les besoins rencontrés par les victimes d'agression sexuelle ou de violence conjugale dans le cadre de la prise en charge de leur victimisation.

Cette conférence a été suivie par une conférence de l'honorable **Lucie Rondeau, Juge en chef à la Cour du Québec** sur la mise en place de tribunaux spécialisés au Québec.

Une table ronde, animée par **Mme Catherine Rossi**, professeure à l'école de travail social et de criminologie de l'Université Laval a réuni par la suite différents intervenants des milieux de la justice : bureau du directeur des poursuites criminelles et pénales (**Me Nathalie Legault**, Procureur en chef adjointe), service de police (**Lieutenant Isabelle Schanck**, Service de police de la Ville de Montréal), bureau de l'aide juridique (**Me Stéphanie Archambault**, Directrice générale Aide Juridique Montréal-Laval et **Me Marie-Claude Richer**, Aide juridique Rive-Sud), Plaidoyer-Victimes (**Mme Arlène Gaudreault**, Présidente AQPV), Secrétariat à la condition féminine (**Mme Catherine Ferembach**, Sous-ministre associée). Ces intervenantes ont été invités à échanger sur les initiatives qui sont actuellement développées dans la foulée du dépôt du rapport « Rebâtir la confiance » et à réfléchir sur l'accompagnement des victimes, leurs droits et recours.

La première partie de l'après-midi a été consacré aux tribunaux spécialisés, dont la création fait partie des projets en cours de discussion actuellement. Une intervenante du CIUSSS, du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal **Mme Nathalie Matteau** a présenté les services de l'organisme Côté-Cour du palais de justice de Montréal ainsi que diverses réflexions sur les enjeux et défis rencontrés sur le terrain. Ensuite, mesdames **Anik Ouimet et Catherine Geoffroy** du Ministère de la justice ont présenté la Loi sur l'indemnisation des victimes d'agression sexuelle et de violence conjugale.

L'après-midi s'est clôturé par une conférence de **Mme Pascale Brillon**, Ph.D., psychologue, directrice de l'Institut Alpha de Montréal et directrice du laboratoire de recherche Trauma et Résilience. Cette présentation visait à aider les participants à mieux gérer le stress individuel et professionnel afin de maximiser leur résilience professionnelle et individuelle.

La Société de criminologie du Québec vous invite à son événement "Journée avec les experts" formule hybride

Rebâtir la confiance  
La mobilisation après les rapports d'experts

Le stress de compassion

Conférences - table ronde - débats

Les suites à donner au rapport d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agression sexuelle et de violence conjugale  
Les tribunaux spécialisés

Invités:  
Elizabeth Corte - Julie Desrosiers  
Pascale Brillon  
et plusieurs professionnels de la justice

Prix de la Ministre de la sécurité publique du Québec

Jeudi 11 novembre 2021

Centre de recherche en droit public

# Les activités de la Société de criminologie du Québec

## Prix de la Ministre de la sécurité publique 2021

Le Prix de la ministre de la Sécurité publique a été remis lors de cette Journée avec les experts. Il a été accordé à **M. David Brisebois de l'École de criminologie de l'Université de Montréal**, pour son mémoire de maîtrise intitulé « *Une évaluation de l'effet du modèle d'intervention policière du Service de police de Laval sur la prise en charge des personnes présentant un risque suicidaire* ». Dirigé par le professeur Étienne Blais de l'Université de Montréal, le mémoire de M. Brisebois a pour objectif d'évaluer les retombées d'une formation et de la mise en place d'un protocole en 2016 visant à améliorer les interventions policières du Service de police de Laval lors de crises suicidaires. Les résultats représentent des données probantes qui témoignent de l'efficacité des programmes policiers « mixtes » qui proposent des interventions où les expertises des policiers et des intervenants psychosociaux sont mobilisées de concert. Ainsi, ces interventions conjointes permettent d'assurer des interventions moins coercitives où les principes de la désescalade de la crise et de la résolution de problème sont mis de l'avant. Ces interventions préviennent l'usage de la force chez les policiers et favorisent la prise en charge par les partenaires communautaires. Avec son mémoire, le lauréat de 2021 aborde un sujet d'intérêt et d'actualité pour le ministère ainsi que pour toutes organisations policières et tous les partenaires communautaires désireux d'améliorer leur collaboration en vue de mieux intervenir lors de situations de crise.

Deux **prix de la Revue Criminologie**, soit les prix Denis Szabo et Jean-Paul Brodeur ont été remis par Mme Chloé Leclerc, directrice de cette revue.



Mme Jocelyne Rancourt, M. David Brisebois et Mme Marion Vacheret

Une prochaine journée avec les experts  
est prévue le 12 mai 2022

La Société de criminologie du Québec  
vous invite à sa prochaine  
**"Journée avec les experts"**  
organisée en collaboration avec le CRDP

formule hybride

Judi 12 mai 2022  
9h00 à 17h00

Conférences  
Table ronde  
Débats

Inscriptions requises

**Pour l'intérêt de l'enfant**  
De la Commission Laurent à la réforme du projet de loi sur  
la protection de la jeunesse

INVITÉS

Mme Régine Laurent  
Présidente de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse

Mme Catherine Lemay  
Directrice nationale de la protection de la jeunesse et sous-ministre adjointe

Direction de l'Aide juridique Montréal-Laval

Directeurs de la protection de la jeunesse

Commission de la Santé et des Services Sociaux des Premières Nations du Québec  
et du Labrador

Bureau de la Communauté haïtienne de Montréal (BCHM)